Le Maire de la Commune (*ou le Président*) de …………. ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° …………. du …………. portant statut particulier du cadre d’emplois des …………. ;

Vu le décret **n° 2016-596 du 12 mai 2016 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale ;**

***OU***

Vu le décret n° …………. du …………. 2016 modifiant …………. ;

Vu le décret n° …………. du …………. modifiant le décret n° …………. du …………. portant échelonnement indiciaire applicable aux …………. ;

Vu l’arrêté en date du …………., à effet du …………., fixant la dernière situation de M. (*Mme*) …………., (*grade*) …………. ;

Considérant qu’au …………. (*date du reclassement*), M. (*Mme*) est …………., (*grade*) …………., au ………….ème échelon, Indice Brut …………., Indice Majoré …………., avec une ancienneté conservée de …………. (*ou sans ancienneté conservée*) ;

Considérant qu’il convient de reclasser M. (*Mme*) …………. dans le grade de …………. conformément au tableau de l’article …………. du décret n° …………. précité.

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :**

A compter du …………., M. (*Mme*) …………. est reclassé au ………….ème échelon du grade de …………., Indice Brut …………., Indice Majoré …………., avec une ancienneté conservée de …………. (*ou sans ancienneté conservée*).

**ARTICLE 2 :**

Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(*e*). Une copie sera adressée au comptable de la collectivité ainsi qu’au Président du Centre de gestion des Bouches-du-Rhône.

Fait à …………., le ………….,

Le Maire (*ou le Président*),

Le Maire *(ou le Président),*

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Notifié le ………….

Signature de l’agent :